

**front
rouge**

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N° 107

14 MARS 1974/CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE/BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

1,50F

après SAVIEM
à MOULINEX (caen)
à LA LAINIÈRE (roubaix)
dans les BANQUES...

**LES TRAVAILLEURS
A L'OFFENSIVE
POUR LES SALAIRES !**

dans toute
la France
des dizaines
de milliers
de lycéens
et d'élèves
des CET
manifestent
contre la
réforme
fontanet

p. 6



LES 10 MILLIONS SONT ATTEINTS

UNE VICTOIRE POUR LA PRESSE COMMUNISTE

camarades,

Les dix millions sont atteints, c'est une grande victoire pour les Communistes, pour vous tous qui avez participé à cette bataille. A tous nos lecteurs.

A ceux qui, isolés, achètent chaque semaine Front Rouge en kiosque, qui ne s'étaient jamais manifestés et qui, pour la première fois nous ont écrit, en nous envoyant leur participation à la souscription.

A ceux qui sont en contact permanent avec nos diffuseurs, qui soutiennent régulièrement Front Rouge et ont tenu à faire, pour gagner cette bataille un effort exceptionnel.

A tous nos camarades diffuseurs qui, pendant deux mois, n'ont pas ménagé leurs efforts, beaucoup d'entre eux dépassant largement les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

A tous, nous adressons nos remerciements. C'est la preuve qu'aujourd'hui, les idées communistes ont un écho de plus en plus grand dans les masses, que des milliers de travailleurs sont prêts à se battre pour les défendre, pour répondre aux appels des Communistes. Quel immense encouragement pour l'avenir !

Cette victoire dans la campagne des 10 millions nous permet d'engager aujourd'hui une nouvelle bataille, très importante pour la diffusion des idées communistes : la bataille de la diffusion.

engageons une large campagne pour élargir la diffusion

* Dès la fin du mois, Front Rouge sera tiré à 35.000 exemplaires, ce qui va permettre de confier aux NMPP un nombre bien plus important de journaux qu'auparavant. Des milliers d'exemplaires dont nous ne sommes pas maîtres, qui peuvent aussi bien dormir dans un dépôt ou être enterrés sous une pile de «Voix du Nord» ou le «Progrès de Lyon», sauf si vous vous mobilisez aussi pour contrôler cette diffusion. Indiquez-nous les kiosques où il faut envoyer Front Rouge, vérifiez qu'il arrive effectivement, qu'il est bien mis en vente, qu'il est placé en évidence sur les étalages. Nous pouvons faire pression sur les NMPP afin qu'ils distribuent sérieusement Front Rouge, mais c'est à vous de nous fournir les armes de cette bataille.

* Faire connaître largement le journal en organisant dès aujourd'hui une campagne massive d'affichage d'invidus, de collage de bandeaux «Lisez Front Rouge» (que nous sortons cette semaine), de bombages de mots d'ordre appelant à lire le journal... Il faut faire ce travail entre autre systématiquement à proximité des kiosques où le journal est vendu. Pas un quartier, pas une ville ne doit aujourd'hui ignorer notre journal. Ecrivez-nous si vous manquez d'invidus, pour passer commande du bandeau...

* Intensifier la vente militante. Comme il y a deux mois, vous examinez les moyens de collecter pour les 10 millions, aujourd'hui, ce sont les moyens d'augmenter la diffusion qu'il faut examiner. La tenue régulière de marchés, de porte à porte doit être entreprise en associant à la diffusion de nouveaux camarades. La construction de réseaux de diffusion où le lecteur régulier prend 2 ou 3 journaux qu'il se charge de diffuser sur son lieu de travail ou d'habitation est aussi à mettre en place. Les camarades isolés qui nous ont manifesté leur soutien pendant la campagne des 10 millions, qui sont d'accord avec Front Rouge peuvent aussi commencer à commander plusieurs exemplaires du journal, pour le diffuser et mettre sur pied un cercle Front Rouge.

écrivez au journal

Camarades, qui vous êtes mobilisés activement pendant près de deux mois pour sauver Front Rouge, écrivez-nous. Transmettez nous vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'article. Le passage à 35.000 exemplaires nécessite l'amélioration de Front Rouge, d'en faire un journal plus vivant, mieux capable de répondre aux questions politiques de l'heure. Front Rouge entend réaliser de plus nombreux reportages, plus d'enquêtes vivantes, renforcer l'équipe de rédaction pour pouvoir mieux spécialiser les journalistes et ainsi pouvoir approfondir les questions traitées... Nos lecteurs doivent nous aider par leur courrier à améliorer le journal.

A l'issue de cette première bataille, Front Rouge, que certains avaient prématurément enterré, en sort plus fort, plus capable d'affronter de nouvelles batailles pour devenir le journal communiste dont a besoin la classe ouvrière de France.

en avant pour ces nouvelles batailles

7ème liste

Gennevilliers	40,00
A.R. Thiais	37,50
Caen	2.100,00
Nancy	150,00
Roanne	150,00
Dunkerque	274,90
Lille	32,50
Un professeur de Fameck	100,00
Marseille	1.123,20
Villefranche / Saône	
- un ouvrier	50,00
- un ouvrier	20,00
- un ouvrier	10,00
- ouvrier	25,00
- collecte	10,50
Fontenay-aux-Roses	50,00
Lyon	286,00
- un étudiant	85,00
- librairie populaire	12,50
Aix-en-Provence	1,50
Roubaix	250,00
- un ouvrier de chez Coutlez	10,00
Périgueux	45,00
- cercle Front Rouge	65,00
Paris 19e	160,00
- un élève d'un lycée agricole	5,50
Saint-Denis	50,00
Paris 18e	
- une employée sympathisante de Front Rouge	50,00
- un couple de retraités du Vaucluse	50,00
- un intellectuel de Vitry	40,00
Paris 14e	70,00
Besançon	69,00
- un ouvrier espagnol	5,00
Villeurbanne	
- un commerçant	100,00
- un élève architecte	50,00
- deux prof CET	300,00
un professeur de CET à Pantin	50,00
Massy	110,00
un professeur qui verse ses indemnités de conseil de classe	400,00
un instituteur de la Loire	100,00
Grenoble	300,00
Reims	50,00
St-Etienne	100,00
Quintin	50,00
- un retraité	20,00
Boulogne s/ Mer	
- un ouvrier du bâtiment	20,00
- un vétéran communiste	10,00
Roubaix L.	50,00
Sochaux	850,00
Martignes	47,00
Amiens	50,00
Vaulx en Velin	100,00
- Total de la semaine 8.235,10	
- Total déjà souscrit 92.343,15	
TOTAL GENERAL 100.578,25	

SOUSCRIPTION REGULIERE:

Les 10 millions atteints, il ne s'agit pas de cesser toute souscription. Après cet effort exceptionnel, nous pouvons envisager d'augmenter le tirage à 35.000 exemplaires, des investissements pour améliorer la qualité du journal... Mais si Front Rouge ne devait vivre que sur ces 10 millions, tout serait à recommencer dans quelques mois. Ce qu'il faut maintenant c'est, chaque mois, une souscription suffisante pour équilibrer le budget et permettre au journal de tourner sans prélever trop sur les 10 millions. C'est donc une souscription régulière que nous demandons à nos lecteurs et amis. Le nouvel objectif est celui de 15 millions avant le 1er décembre. Environ deux millions régulièrement, chaque mois, c'est possible compte tenu du bond que doit connaître désormais la diffusion de Front Rouge. En avant, camarades, pour cette nouvelle bataille financière.

15 MILLIONS AVANT LE 1er DECEMBRE

EDITORIAL

A peine installé, le gouvernement Messmer III a publié le «plan énergie», qu'avait préparé le gouvernement Messmer II. Ce «plan énergie» n'est rien d'autre que la riposte de la bourgeoisie impérialiste française à ce qu'elle appelle «la crise de l'énergie», c'est à dire la fin du pétrole à bon marché.

un plan dont les travailleurs feront les frais.

Quand Messmer, présentant son plan à la télé, commençait par affirmer que la question de l'énergie se pose en fait depuis le mois d'octobre depuis cette guerre qui a éclaté au Proche Orient, une fois de plus il savait bien ce qu'il disait. Les mesures qu'il allait annoncer coûteraient cher aux travailleurs, il le savait et il préférait en faire retomber d'avance la responsabilité sur les pays arabes, rengeant maintenant traditionnelle.

Premier volet du plan, celui dont Messmer n'a pas parlé à la télé : les hausses : 14,5% des tarifs EDF, c'est déjà sûr et bientôt, 10 à 30% sur le gaz domestique, 25% sur le charbon au détail; (osera-t-on aussi en accuser les Pays Arabes ?) sans compter des hausses encore plus fortes sur l'énergie industrielle, qui feront monter tous les prix.

Deuxième volet, les économies. Messmer a décidé que les Français ne se chaufferont plus que du 15 octobre au 15 avril, et que la température ne devra jamais dépasser 20°. Bien

LE PROGRAMME COMMUN FACE A LA CRISE.

Tandis que de grandes luttes manifestent actuellement le refus de la classe ouvrière et d'autres catégories sociales (employés de banques...) de faire les frais de la crise, les révisionnistes veulent convaincre qu'il ne peut y avoir d'amélioration durable du sort des travailleurs qu'avec l'application du Programme Commun des partis de gauche (P.C.F., P.S., Radicaux), un programme qui épargne la dictature bourgeoise.

S'opposant au mot d'ordre «une seule solution, la Révolution!» repris par de nombreux travailleurs dans les manifestations des derniers mois, le P.C.F. fait assaut de démagogie : tenant compte de la grande combativité de la jeunesse travailleuse, n'a-t-on pas vu son mot d'ordre «une seule solution, le programme commun!» devenir pour son organisation de jeunesse «une seule solution la Révolution! Un seul moyen, le programme commun!»

Au centre du programme commun : les nationalisations. Les révisionnistes ne ratent pas une occasion pour rappeler que «les nationalisations permettraient de limiter l'exploitation capitaliste». Les prix des biens de consommation augmentent-ils en flèche, le P.C.F. rappelle que la nationalisation des compagnies pétrolières et autres entreprises énergétiques «l'empêcheraient»; les ouvriers de Râteau sont-ils menacés de licenciement par centaines, le P.C.F. explique que la nationalisation du trust CGE, prévue par le programme commun, leur assurerait la sécurité d'emploi.

Evidemment, lorsque, à SAVIEM, 7000 travailleurs se mettent en grève totale pour leurs salaires, le remède-miracle de la nationalisation est déjà moins adapté puisque SAVIEM, branche poids-lourds de la Régie Renault est une entreprise nationalisée. Ça n'empêche pas nos révisionnistes d'avoir leur «explication» : la nationalisation de SAVIEM serait détournée de son but

LE "PLAN ENERGIE" DE MESSMER UN PLAN PAYE PAR LES TRAVAILLEURS !

entendu, une telle décision est inapplicable dans les maisons individuelles et les immeubles de luxe où vivent les bourgeois. Par contre dans les cités HLM, il n'y a rien de plus facile que de réduire et couper le chauffage dans les chaufferies collectives. Les travailleurs, qui vivent en HLM, seront les seuls à faire les frais de cette mesure.

Troisième volet, le choix de l'énergie nucléaire. Déjà à Lyon, Messmer avait dit qu'en 1980, les 2/3 de l'électricité produite en France le seraient dans des centrales nucléaires; cette fois-ci, la décision est prise, 13 nouvelles centrales seront construites d'ici 1980, bonne affaire pour les trusts qui ont obtenu le marché : Framatome en aura 12, et la CGE aura la 13e. Bonne affaire aussi pour le trust Pechiney Uguine-Kuhlman, qui a le quasi-monopole de l'uranium, depuis la recherche, l'extraction, jusqu'à la fabrication des pastilles qui entrent dans les piles. Tout cela va coûter très cher, plus d'un milliard de nouveaux francs par centrale et ce sont encore les travailleurs, qui par l'impôt, par la hausse des tarifs EDF, vont financer ces nouvelles sources de profit pour les trusts.

"crise de l'énergie" ou crise de l'impérialisme

La bourgeoisie parle de «crise de l'énergie». Il n'y a pas de crise et contrairement à ce qu'a prétendu Messmer, la France est

particulièrement favorisée par la nature en matière de ressources énergétiques. Les réserves de charbon sont loin d'être épuisées. Les gisements de pétrole n'ont jamais été sérieusement prospectés mais on sait déjà que la mer du Nord est particulièrement riche. Les fleuves et les rivières sont loin d'être utilisés à fond. Quant à l'uranium, la France est un des pays favorisés puisqu'elle possède près de 6% des réserves mondiales connues.

Les ressources existent, mais elles n'ont jamais été mises en valeur parce que les capitalistes ont préféré piller à bas prix le pétrole des pays dominés. Ce n'est nullement parce qu'elles étaient épuisées que les mines de charbon ont été fermées l'une après l'autre, que de 1962 à aujourd'hui la production a été réduite de moitié et que près de 150.000 mineurs ont été chassés de leur emploi : simplement elles n'étaient pas assez rentables pour les capitalistes.

Aujourd'hui tout change : les pays dominés luttent pour obtenir un plus juste prix de leur pétrole. Alors les capitalistes estiment que le pétrole n'est plus rentable. Du même coup, le charbon redevient compétitif, et la bourgeoisie lance une campagne de recrutement de mineurs, annonce la réouverture de puits, l'abandon de la liquidation de certains bassins... Elle définit un nouveau «plan énergétique», elle réoriente ses investissements vers une autre forme d'énergie, l'énergie nucléaire. En fait de crise de l'énergie, il s'agit plutôt de la crise des profits des trusts capitalistes, car c'est bien là le moteur de leur politique énergétique.

une indépendance énergétique souhaitée...

La nouvelle politique énergétique de la bourgeoisie française c'est aussi de tenter d'être moins dépendant de l'impérialisme US pour l'approvisionnement énergétique. C'est déjà la politique qu'avait défendue Jobert à Washington. En effet, même après les mesures prises par les pays arabes producteurs de pétrole, en France même moins de 50% du pétrole commercialisé passe par des sociétés françaises, les sociétés US ayant une place de choix sur le marché.

Mettre l'accent sur l'énergie nucléaire, c'est tenter de se libérer de cette égémonie US d'autant plus que la France part avec certains atouts dans cette bataille. Grâce à l'usine de Pierrelatte, elle a déjà une expérience de l'enrichissement de l'uranium, expérience qui servira à la mise au point de l'usine européenne «Eurodif» d'enrichissement de l'uranium. Le trust français Pechiney-Uguine-Kuhlman est déjà un spécialiste du traitement de l'uranium et depuis longtemps, il prospecte des gisements et les exploite dans tous les coins du monde, en Afrique, dans des pays dominés par l'impérialisme français comme le Niger, le Gabon ou la République Centrafricaine, mais aussi jusqu'au Canada et même aux USA. Par l'intermédiaire de Pechiney, l'impérialisme français contrôle 14%

des réserves mondiales d'uranium connues. Grâce à cela, l'impérialisme français espère remettre en cause les liens de dépendance qui le lient à l'impérialisme US. Mais ce ne sera évidemment pas possible avant 1980, date de la mise en fonctionnement de Eurodif et des 13 centrales programmées. D'ici là, la France devra encore acheter son uranium enrichi aux USA, une bonne partie de son pétrole aux trusts US du cartel et Jobert parcourir le monde arabe pour y négocier des contrats d'Etat à Etat.

Dans le domaine nucléaire lui-même, l'impérialisme français est loin d'être sûr de parvenir à l'indépendance face aux trusts US. Déjà, Westinghouse (américain) se partage 50% avec Creusot-Loire (du groupe Empain-Schneider) les actions de Framatome. Et l'ensemble des centrales projetées pour les années à venir sont de technique américaine.

...mais bien fragile.

Mais surtout par sa nature, cette nouvelle politique énergétique ne diffère pas fondamentalement des précédentes. La politique pétrolière a fait faillite parce qu'elle était basée sur le pillage du tiers monde; la politique nucléaire échouera pour la même raison. En effet, les réserves connues d'uranium français (environ 50.000 t.) seraient épuisées en une dizaine

d'années si on ne comptait que sur elles pour alimenter le nouveau «plan-énergie». L'essentiel de l'uranium enrichi dans l'usine de Tricastin sera pillé à bas prix dans les pays dominés (Gabon, Niger...).

Or, la lutte des pays du tiers monde pour récupérer leurs richesses nationales est une tendance générale de notre époque. Tôt ou tard, les pays producteurs d'uranium suivront le même chemin que les pays producteurs de pétrole, ils exigeront un juste prix de leurs richesses naturelles. Déjà le président gabonais (pourant bien soumis par ailleurs à l'impérialisme français) a avancé qu'il ne ferait pas de cadeaux sur les prix.

Ce jour-là l'impérialisme français devra à nouveau changer de politique. C'est la logique même de l'impérialisme de causer sa propre perte en exploitant le peuple de son propre pays et celui des pays qu'il domine. La politique énergétique de Messmer n'échappera pas à la règle, elle ne remédiera pas à la fragilité, rendue évidente par la «crise du pétrole», du système impérialiste.

De son côté, la classe ouvrière de France saura faire face aux tentatives de sa bourgeoisie pour lui faire payer la crise. Dans le domaine de l'énergie, justement, les mineurs de charbon de Lorraine montrent cette semaine qu'ils ne laisseront pas les patrons leur soutirer du charbon à bas prix. Le peuple de France et les peuples du monde opprimés par l'impérialisme uniront leur force pour abattre ce système.

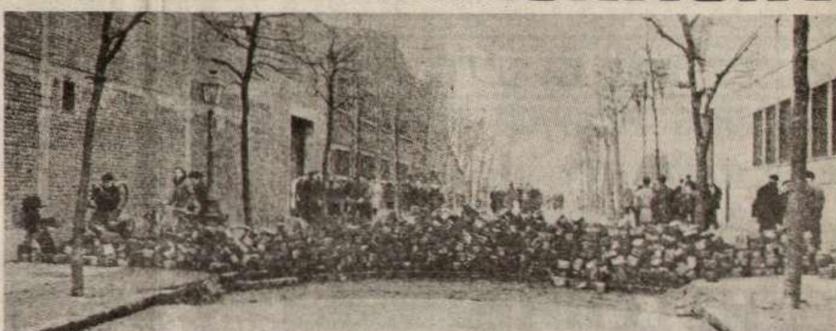
LA TROMPERIE DES NATIONALISATIONS

par la bourgeoisie, seul un gouvernement de gauche pourrait ramener la nationalisation dans le droit chemin. En réalité, qu'est-ce que les travailleurs peuvent attendre des nationalisations telles qu'elles sont prévues par le programme commun ? A Râteau, les ouvriers sont menacés de licenciement parce qu'Ambroise Roux et autres magnats de la CGE estiment que les turbines produites dans cette usine ne permettent pas de réaliser un profit aussi élevé que celles écoulées par d'autres trusts sur le marché mondial.

Cette situation, résultant de la concurrence acharnée au sein du monde capitaliste, que deviendrait-elle avec les nationalisations du programme commun ?

Ce programme indique : «le secteur public et nationalisé... permettra d'orienter la production, d'opérer les conversions nécessaires, de renforcer et d'adapter les structures industrielles pour... faire face à la compétition internationale». Dans leur annexe du programme commun, les radicaux de gauche précisent ce qu'il faut entendre par ce beau terme sportif de «compétition» : «L'extension du secteur public garantira et élèvera le caractère concurrentiel de l'économie au niveau national, européen et mondial». Cela signifie une chose : la production des entreprises nationalisées sera subordonnée aux exigences de la concurrence internationale, ce qui s'explique fort bien puisque le «programme commun» ne remet pas en cause l'économie capitaliste et ses lois.

La concurrence sera d'autant plus grande que les entreprises nationalisées du «programme commun» disposeront de l'autonomie de gestions. Le «programme commun» précise au sujet de ces entreprises : «Le contrôle de l'Etat sur leur gestion, s'exercera a posteriori». De deux choses l'une : ou l'Etat, lors de l'application prévue du «programme commun» est socialiste



1952 : les ouvriers occupent Renault usine nationalisée

gouvernement «de gauche», puisqu'en 1946, les ministres PCF fixaient l'étatut du mineur autorisant les licenciements dans les Charbonnages de France. Mais, les révisionnistes diront que tout cela est impossible puisque les entreprises nationalisées dotées d'une «gestion démocratique» permettront «un large développement de la participation des travailleurs et de leurs organisations à la direction et à la gestion».

Cela est-il concevable, alors que la bourgeoisie conservera les pièces maîtresses de l'appareil d'Etat capitaliste, qu'un bulletin de vote est pour le moins inhabitué à balayer ? On nous dit que les conseils d'administration des entreprises nationalisées compteront des représentants de l'Etat : de ce côté, rien de neuf, aujourd'hui, ces représentants existent déjà : issus de la haute administration ou des cabinets ministériels, ils sont habitués à faire le va et vient entre l'administration de l'Etat et celle des trusts, ils agissent aussi bien à une place qu'à une autre pour le compte des capitalistes, indépendamment des changements de ministères, et même des changements de «républiques».

Les conseils compteront aussi des représentants des «travailleurs» selon le «programme commun» : à noter que les révisionnistes rangent dans cette catégorie toute l'armée d'ingénieurs de «production», de chronométriers, d'agents de méthode et de maîtrise, qui encadrent les ouvriers pour intensifier leur travail, qui prolifèrent à Renault ou aux Houillères, et dont le P.C.F. n'envisage nullement la réduction quand il sera au gouvernement. La condamnation par le P.C.F. de la lutte des LIP, notamment pour ses aspects de démocratie de masse dans la conduite de la lutte et le contrôle des décisions, donne aussi une idée de la «gestion démocratique» telle que peuvent la concevoir les révisionnistes.

Cette gestion permettra surtout au gouvernement et aux chefs d'entreprises de dire aux travailleurs : «maintenant, ces entreprises sont à vous, alors, redoublez d'efforts, c'est pour vous». C'est avec de tels arguments déjà qu'à la Libération, le PCF, détenant dans le gouvernement tous les postes-clé relatifs à la production et au travail, établit la semaine de 60 heures, le salaire individuel à la tâche dans les mines, et bien d'autres mesures imposant des

conditions de travail et de salaires particulièrement dures à la classe ouvrière, pour rebâtir en fait l'économie capitaliste de la France. Les révisionnistes ne faisaient à la Libération que poursuivre l'œuvre de nationalisations entreprise dès le lendemain de la 1er guerre mondiale par la bourgeoisie française. Car dans le cadre du capitalisme, face à la concurrence internationale, les nationalisations voient l'Etat bourgeois prendre une part croissante dans la gestion directe de certains secteurs afin de renforcer leur compétitivité, de fournir les investissements nécessaires à leur modernisation, de favoriser les opérations de reconstruction nécessaires, de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière par le chômage et l'intensification du travail, tout en assurant des tarifs préférentiels aux monopoles : ces nationalisations bourgeoises servent le Capital. Les nationalisations socialistes, la socialisation des moyens de production et d'échange, qui seules pourront permettre aux travailleurs de satisfaire leurs besoins, ne peuvent intervenir qu'après la prise du pouvoir, la destruction par la révolution violente de l'appareil d'état de la bourgeoisie.

SAVIEM

LES TRAVAILLEURS TIRERONT LES LEÇONS DE L'ATTITUDE DE LEURS DIRECTIONS SYNDICALES

Après l'occupation de l'usine, la bourgeoisie tente de reprendre son offensive contre la classe ouvrière. Dès le jeudi 4 mars, ordre est donné par l'huissier d'évacuer l'usine. La bourgeoisie, d'un côté menace avec ses flics, mais de l'autre, elle compte sur le pourrissement de la grève d'autant plus qu'à l'intérieur du mouvement, il y a un ver qui ronge le fruit : les révisionnistes de la CGT.

Pour intimider les ouvriers, le patron a bien sûr brandi la menace de l'intervention des flics mais finalement, il a envoyé ses chiens de garde (la maîtrise) chez les ouvriers pour les pousser à reprendre; enfin il a orchestré une campagne pour isoler les grévistes, cela avec l'appui des flics et des nervis prêts à tout. Deux jours plus tôt pendant la nuit du 7 au 8 mars, une quinzaine de voitures de collage ont parcouru la ville collant des affiches en se réclamant de la majorité «silencieuse» calomniant les grévistes. Les colleurs d'affiche qui comprenaient des cadres de l'usine, (un chef d'atelier à la gamme basse à été reconnu) étaient suivis d'une R4 des RG et d'une 404 de police. Drôle de majorité «silencieuse» !

Mais le patron comptait surtout sur les révisionnistes de la CGT pour briser l'occupation. Il faut dire que si les dirigeants CGT ont été contraints et forcés d'accepter l'occupation, jamais dans les faits, ils n'ont cessé de la saboter. Ils n'ont en fait jamais organisé ni participé à l'occupation puisque leur seule activité était d'occuper... «leur local syndical». Tout le poids de l'occupation reposait sur la section syndicale CFDT.

Dans cette situation il y avait donc deux objectifs à atteindre : renforcer l'occupation et renforcer la popularisation du mouvement, c'est ce que les marxistes-léninistes ont clairement affirmé dans un tract diffusé le 5 mars avec banderoles et brèves prises de parole aux portes de l'usine.

Au sein de la section syndicale CFDT, un vaste débat s'est engagé : comment

éviter le pourrissement? Comment renforcer le mouvement? De ce débat, plusieurs décisions sont sorties : tout d'abord faire participer le plus de militants et de sympathisants à la conduite de la grève (organisation d'Assemblées Générales), création d'un exécutif comprenant des délégués et des militants pour prendre les décisions, renforcer la popularisation par tracts et affiches sur toute la région et préparation d'une manifestation sur Caen; enfin, organisation de réunions dans les communes éloignées de Caen où habitent des ouvriers de la Saviem qui ne peuvent se déplacer. Bon nombre de ces initiatives ont été proposées par les Syndicalistes Révolutionnaires qui ont contribué largement à leur réalisation. Ces initiatives ont été effectivement appliquées et ont connues un assez large succès : c'est ainsi qu'à St Rémi, petite commune de la région de Caen, c'est 80 personnes qui ont participé à une réunion organisée par la CFDT-Saviem.

La manifestation sur Caen était un objectif encore plus important qui attirera les foudres des dirigeants révisionnistes de la CGT. La CGT refusait de participer à toute manifestation à laquelle participeraient les «gauchistes», tel était le prétexte officiel. En réalité, les dirigeants révisionnistes ne voulaient pas participer à une manifestation où leurs mots d'ordre seraient battus en brèche par les travailleurs en lutte de Saviem et Moulinex. C'est ainsi que seule la CFDT a appelé, vendredi 8 mars, à une manifestation qui a rassemblé près de 2000 travailleurs, dont ceux de Saviem et Moulinex, sur les mots d'ordre : «augmentez nos salaires», «les patrons ne payent pas, seule la lutte paye», «CGT-Saviem trahison» qui étaient largement repris. Pendant ce temps aux alentours de la manifestation, tels des charognards, les faux-communistes du P«C»F diffusaient un tract de division intitulé «Pour l'Union Populaire». Cette manifestation contre la vie chère a été

un succès, mais les dirigeants révisionnistes CGT n'en sont pas restés là puisqu'ils proposaient dès vendredi matin de cesser l'occupation pour permettre la réouverture de l'usine. Cela ouvrait la voie à une ultime manœuvre du patron qui, reprenant la balle des dirigeants CGT au bond proposait le samedi un vote à bulletin secret pour le lundi 11 mars auquel participerait tout le personnel, y compris les cadres, moyennant quelques maigres miettes. Parmi ces miettes, citons :

- 3% d'augmentation au premier mars et 2% au premier avril. Compte tenu de l'évolution de la hausse des prix, ces propositions n'apportent pratiquement rien à ce qui était prévu avant le conflit (à noter que pour les cadres, ces augmentations en pourcentage apportent quelque chose et pour les

ouvriers pratiquement rien).

- une prime de 450 F qui a déjà été accordée l'an dernier.

- une indemnisation des jours de lock-out en récupération pendant 5 samedis en heures majorées à 100%.

- enfin une prime de vote de 60 F pour tous ceux qui participeront au vote le lundi 11 mars.

Dès le samedi 9, la section CGT Saviem appelait à voter pour la réouverture de l'usine. La section CFDT, au nom de l'unité syndicale acceptait le principe du vote, mais dans un second temps, elle définissait sa position : liberté de vote pour ses adhérents et sympathisants. Une telle attitude qui refusait d'offrir des perspectives claires aux travailleurs, qui laissait sans dénonciation, au nom de l'unité syndicale la direction de la CGT accomplir la besogne patronale a

eu une conséquence claire : désarmer les travailleurs qui voulaient continuer la lutte ! Malgré cela, 1329 ouvriers ont voté contre la reprise. Une majorité de travailleurs désabusés a ainsi voté la reprise.

Mais, messieurs les patrons et messieurs les révisionnistes ne doivent pas se réjouir. Les travailleurs de Saviem sauront retenir la leçon. Les ouvriers syndiqués de la CGT, ou à la CFDT tireront les conséquences de la conduite dans la lutte de leur direction. Quoiqu'il en soit, les ouvriers de Saviem ont montré l'exemple en rejetant les sacrifices que la bourgeoisie veut imposer à la classe ouvrière : leur exemple est déjà suivi par Moulinex comme il le sera dans bien d'autres usines.

Corr SAVIEM 11.3.74



SUCCEES DANS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES POUR UN LOGEMENT DECENT à Aix en Provence

A la fin du mois de janvier, le propriétaire d'un «hôtel» de travailleurs immigrés, M. Bentoumi, annonce aux 56 locataires que l'hôtel sera vendu le 1er mars, et qu'en conséquence, ils doivent l'évacuer et se débrouiller pour trouver un autre logement.

Aussitôt, la lutte s'est organisée, avec le soutien des marxistes-léninistes et du Comité Français Immigrés : distribution de tracts dans les 35 «hôtels» de la ville, sur les marchés, délégations de travailleurs immigrés, de syndicalistes CFDT et de militants auprès de la mairie et de la préfecture. Les travailleurs ont porté plainte contre leur expulsion sans logement, en plein hiver... Le maire «socialiste» a préféré envoyer la police plutôt que de discuter, se démasquant par un article du «Provençal» intitulé «les travailleurs immigrés d'un hôtel sont manipulés».

Devant la détermination des travailleurs et le soutien qu'ils rencontrent partout, par exemple, auprès des grévistes de la Société des Thermes et de la Sescossem, la police n'a pas pu procéder à l'expulsion prévue le 1er mars. La lutte ne s'est pas arrêtée pour autant, car les menaces existent toujours. Un rassemblement de 150 personnes, suivi d'une manifestation dans les rues de travailleurs immigrés, a eu lieu mercredi 6 mars, malgré l'envoi des flics par la mairie «socialiste».

Corr. Aix

au Mans

300 travailleurs immigrés, algériens, marocains, portugais, sénégalais, tunisiens et turcs se sont mis en grève, le 27 février au Mans. Ils exigeaient de meilleures conditions de logement, et en particulier, la réouverture de la distribution d'eau chaude dans le foyer, des douches, une salle de réunion, et la réduction du prix du loyer. Devant l'ampleur du mouvement et l'unité de ces travailleurs de toutes les nationalités, la bourgeoisie a cédé immédiatement sur les conditions de logement. Les travailleurs ont décidé de reprendre le travail, après cette première victoire.

DES LOGEMENTS CORRECTS POUR TOUS !

PAS DE LOYERS SUPERIEURS A 10% DU SALAIRE !

AVIGNON : 6 travailleurs assassinés par le capital !

Dimanche 3 mars après-midi, 11 travailleurs portugais parqués dans un «abri» ont été ensevelis sous 100 tonnes de terre et de pierres par l'effondrement d'un mur de soutènement. Bilan : 6 morts et 5 blessés dont un dans le coma. Les représentants locaux de la bourgeoisie (Dandé, préfet du Vaucluse et Duffaut député maire «socialiste» de la ville d'Avignon) sont venus cyniquement constater sur place les dégâts occasionnés par leur politique criminelle.

«Infiltration d'eau de pluie à la suite du mauvais temps dans la région méditerranéenne» telle est, par le canal des actualités télévisées et de la presse locale la version de la bourgeoisie. Quant à ceux du P«C»F, ils écrivent, en première page de «la Marseillaise» : «il a plu et neigé sur Avignon et le mauvais temps est responsable de nombreux accidents. Mais le bilan aurait été moins lourd si ces baraquements n'avaient abrité que du matériel».

Si la bourgeoisie et les messieurs du «Programme Commun» sont d'accord pour dire que c'est la faute du mauvais temps, nous nous disons que le responsable, c'est avant tout l'impérialisme français qui impose aux travailleurs immigrés de telles conditions de logement.

CAPITAL ASSASIN !

Correspondance du CIP d'Isle s/ Sorgue.

HALTE AUX AGRESSIONS RACISTES

Ratonnades au Quartier Latin.

Le samedi soir 2 mars, dans le quartier des boulevards St Germain St Michel, un groupe de 10 hommes s'est acharné sur des travailleurs immigrés, arabes et noirs : ils ont ainsi laissé deux jeunes arabes inanimés, en sang, à l'angle de la rue Serpente et de la rue Hautefeuille, sauvagement blessé un sénégalais qui vendait des statuettes. D'après les infirmières qui ont soigné ces travailleurs : «c'est comme ça tous les samedis soirs, des arabes, des noirs, 10, 15...» Vu le quadrillage policier du Quartier Latin, les bandes racistes ne peuvent agir sans la complicité de la police.

Dôle

- Lundi 25 février, une nouvelle agression a eu lieu à Dôle contre un travailleur immigré. Sous prétexte qu'il

voulait aborder une jeune fille française, un ouvrier marocain d'Idéal-Standard a été poursuivi dans la rue puis sauvagement tabassé par une bande de racistes. Quand la police est venue, c'est l'ouvrier immigré qui s'est retrouvé au commissariat, puis à l'hôpital psychiatrique. Les journeaux le présentent comme l'agresseur, mais en réalité, ce sont les racistes qui s'acharnent sur lui : en mars 73, un patron de café avait tiré un coup de pistolet sur lui. Il a porté plainte au commissariat. Les flics, au lieu de l'emmené à l'hôpital, l'ont emmené dans un bois à une dizaine de km, lui ont tapé dessus, et l'ont abandonné dans la forêt. Il a dû rester à l'hôpital un mois. Le jugement lui a donné une indemnité pratiquement nulle.

correspondant.

Aggression raciste à Marseille

Trois travailleurs tunisiens qui sortaient de leur travail vendredi 22/2 ont été agressés dans le quartier d'Endoume par un groupe de 9 nervis racistes. Frappés à coups de chaînes, jetés à terre ils ont ensuite été dépouillés de la paye qu'ils venaient de toucher. Les trois travailleurs blessés ont été hospitalisés, dont un dans un état sérieux.

Dans le quartier, les racistes s'étaient déjà manifestés par des inscriptions, ils sont maintenant passés à l'action. Mais la colère des travailleurs est grande, ils sont prêts à riposter.

correspondant Marseille le 28.2.74

Draguignan

Dans la nuit du 7 mars, les racistes ont commis trois attentats à l'explosif

contre les travailleurs algériens, marocains et tunisiens habitant dans les vieux quartiers de la ville. Deux locataires de «l'hôtel de la Roque» ont été blessés par une des explosions.

Immédiatement, dans la nuit, les travailleurs arabes de Draguignan sont allés protester à la préfecture du Var. Le préfet a refusé de les recevoir; un commissaire de police les a «invités» à rentrer chez eux. Seule réponse de la bourgeoisie : elle a fait tout de suite boucler les vieux quartiers ! Cette collusion des bandes racistes et des représentants de la bourgeoisie n'ont pas fait reculer les travailleurs qui ont débarrayé sur les chantiers du bâtiment et dans les entreprises de travaux publics, le 7 mars, et se sont rassemblés l'après-midi devant la mairie.

BESANÇON

11 mars : les lip rentrent à palente en chantant l'internationale

Ce lundi matin 11 mars, 140 travailleurs de Lip ont franchi les grilles de Lip Palente, accompagnés par bon nombre de leurs camarades qui doivent reprendre plus tard. C'est en chantant l'Internationale qu'ils sont rentrés à Palente, en portant banderoles et pancartes. Ils ont affirmé que la lutte ne serait terminée que quand le dernier de Lip aurait à son tour franchi cette grille. Cette semaine voit aussi le retour du secteur armement de la rue Violet à Lip Palente. Les cours de formation vont bientôt commencer, dispersant les 600 travailleurs non réembauchés pour l'instant, dans tous les établissements scolaires de Besançon. Mais pour conserver l'unité de leur mouvement, les Lip ont prévu de se réunir une fois par semaine en Assemblée Générale et de continuer à sortir leur bulletin. La semaine passée, ils se sont passionnés à étudier les grands traits de l'histoire du mouvement ouvrier. Ils ont discuté de la hausse des prix, des luttes comme à la Saviem. Pour eux le combat n'est pas terminé !

LA LUTTE CONTINUE !

REEMPLOI A PALENTE DE TOUS LES LIP !

lip (dernière minute)

3 ouvriers de besançon menacés d'inculpation

Le prétexte trouvé contre ces camarades, dont un camarade de Front Rouge, c'est la raclée qu'un inspecteur des renseignements généraux avait reçu à la Maison pour Tous il y a deux mois alors qu'il rôdait à proximité des travailleurs.

Ces décisions tardives arrivent juste le jour de la réouverture de Palente. Si la bourgeoisie espère ainsi désarmer la colère des Lip, elle se trompe. IMPOSONS L'ARRET DES POURSUITES.

sifop :

Depuis plus de 10 ans il n'y avait pas eu de grève à la SIFOP à Besançon. Certains délégués avaient l'habitude de tout arranger avec le patron. Le résultat c'était des salaires horaires très bas (en dessous du SMIC) pour certains ouvriers qui ont des primes de production, des conditions de travail très dures, surtout aux pressés à découper.

Face au refus du patron, pour les augmentations de salaires, les nouveaux délégués consultent les ouvriers pour savoir ce qu'il faut faire et la grève est décidée pour lundi à 13h30 avec assemblée générale devant la porte. Les revendications sont réaffirmées par tous les ouvriers :

- 50 cts pour tous au 1er Février.
- augmentation des salaires en fonction du coût de la vie
- 1000 F pour tous comme 13e mois.

Malgré les tentatives de sabotages de certains délégués qui essaient une fois de plus, de tout arranger avec le patron, la nouvelle section syndicale CFDT maintient les revendications des ouvriers.

Mardi à 12h le patron recule et propose (après 2 autres propositions refusées) :

- 30 cts au 1er février - 20 cts au 1er juillet
- et des augmentations suivant le coût de la vie plus des augmentations faites par la chambre syndicale des patrons GIMM.

Cette proposition est acceptée. Les ouvriers, en majorité OS, ne pouvaient pas tenir longtemps du fait des bas salaires. Un jour de grève c'était déjà se priver beaucoup lorsqu'on gagne entre 900 et 1000 F par mois.

Si les revendications ne sont pas entièrement satisfaites, cette grève est une première victoire parce qu'elle a changé le rapport de force dans l'usine en prouvant à tous les ouvriers :

- que si l'on se bat sur ses revendications, on obtient satisfaction. Ceux qui ont tenu jusqu'au bout (cisaille et pointage) ont eu satisfaction totale.
- qu'il n'y a pas d'autre moyen pour faire reculer un patron que la grève.
- que les français et les immigrés étaient au coude à coude dans la lutte pour leurs revendications.

militants CFDT-OSR.

ROUBAIX

*** 50 CENTIMES POUR TOUS**

Face à la hausse des prix et au blocage des salaires, les ouvriers et ouvrières du textile commencent à se mobiliser pour imposer au patronat d'importantes augmentations de salaire. Une revendication fait peu à peu son chemin : 50 cts d'augmentation de l'heure pour tous !

chez Motte-Bossut...

Dans une entreprise de Roubaix, chez Motte Bossut la lutte couve depuis plus d'un mois. Début février, les Communistes Marxistes-Léninistes de Front Rouge ont diffusé un tract montrant que pour faire face aux hausses des prix, c'était au moins 50 cts de plus par heure qu'il fallait et que Motte-Bossut pouvait payer. Ce tract correspondait bien aux aspirations des travailleurs de l'usine et a eu un grand écho. Après plus de 15 jours de discussions entre les ouvriers, la section CFDT, dirigée jusqu'à présent par les employés-cadres réactionnaires de l'usine, sous la pression des travailleurs, a appelé à des débrayages les 4 et 8 Mars. Dans chaque équipe (le travail est organisé en 3x8) les débrayages ont été suivis massivement. Lundi 11, une grève de 24 heures a lieu pour faire comprendre à Motte que les revendications posées par les ouvriers ne seraient pas abandonnées après le 12 Mars, car elles viennent en plus de ce qui sera accordé par les négociations patronat-directions syndicales. La lutte continue.

MOULINEX-CAEN

*** 200f. POUR TOUS
* REDUCTION DES CADENCES**

interview d'un délégué c.f.d.t.

FRONT ROUGE : En décembre, sous prétexte de la crise économique, la direction de Moulinex réduisait les horaires à 40 h. 3 mois plus tard, les ouvriers de Moulinex sont en grève. Y a-t-il une relation entre ces 2 faits ?

REPONSE : Sans aucun doute. La réduction d'horaire à 40 h a diminué les salaires de 10 à 20% surtout à la fabrication. Cette réduction d'horaire est intervenue officiellement à compter du 1er janvier, mais dès décembre, par suite de 2 ponts non compensés, il y avait eu des pertes de salaire du même ordre.

FRONT ROUGE : Est-ce que la menace des réductions d'horaire n'a pas fait naître la crainte du chômage chez les ouvriers ?

REPONSE : Cette crainte du chômage a été organisée systématiquement par la direction. Il y a eu, il faut le rappeler, les départs «volontaires» comme dit la direction, licenciements plus ou moins déguisés, et enfin de très nombreux travailleurs à l'essai n'ont pas eu leur contrat renouvelé.

FRONT ROUGE : Les horaires et les salaires réduits, qu'en a-t-il été pour les cadences ?

REPONSE : Malgré la réduction d'horaire à 40 h, on s'est aperçu que la production qui sortait était toujours la même, que donc les cadences avaient augmenté. On peut dire que les augmentations de cadences se sont faites petit à petit, ont été organisées volontairement, programmées par la direction.

FRONT ROUGE : Quelles sont les revendications sur lesquelles s'est engagé le mouvement ?

REPONSE : D'abord une augmentation de 200 f pour tous, et non pas sous la forme d'une prime, mais intégrée au salaire. Puis le passage de tous les O.S. dans une même catégorie d'OS2. Troisièmement, la réduction des cadences.

Suivant l'exemple de leurs camarades de Saviem, les 3000 ouvriers de Moulinex se sont mis en grève totale mardi 5 Mars et ont décidé, ce lundi 11 Mars, la grève illimitée. Cette grève importante voit l'entrée en lutte de centaines de jeunes ouvrières qui forment la majorité du personnel ; c'est un mouvement massif contre la réduction des salaires et contre les cadences particulièrement élevées à Moulinex.

circulaire fontanet, arme anti-grève

Plusieurs centaines de travailleurs immigrés, dont des portugais, travaillent à Moulinex et logent à l'intérieur de l'enceinte de l'usine. Ces travailleurs ont commencé à s'organiser assez largement au sein de la CFDT. Aujourd'hui, cependant, la majorité d'entre eux ne fait pas grève. Pourquoi ? Ces travailleurs immigrés ont des contrats à durée limitée, qui les rendent particulièrement vulnérables à la répression. Pas de renouvellement du contrat de travail, ça veut dire perte de la carte de travail, expulsion au Portugal, par exemple. Voilà l'arsenal répressif mis en œuvre avec la Circulaire Fontanet.

Abrogation de la Circulaire Fontanet
Pas de contrat de travail à durée limitée.

Quatrièmement, une revendication plus catégorielle : le passage des caristes à la catégorie d'OP.I. Pour nous, CFDT, ces revendications ont été discutées et approuvées par l'ensemble des travailleurs et nous les appuyons fermement.

FRONT ROUGE : Peux-tu préciser le pourcentage d'ouvriers en grève ?

REPONSE : On peut l'évaluer à 70% du personnel de fabrication.

C'est un pourcentage qu'on n'a pas vu probablement depuis 68. La mobilisation est grande. Les premiers jours, les grévistes défilaient dans les ateliers, ce qui a rallié pas mal d'hésitants.

FRONT ROUGE : Tu as parlé des revendications avancées par la CFDT. Apparemment, celles de la CGT sont différentes. Peux-tu préciser les divergences qui te semblent importantes sur ce point ?

REPONSE : Les divergences portent essentiellement sur les augmentations en pourcentage. Par exemple, la direction propose, en guise de rattrapage, une augmentation de 5,2%. Ça se traduit de cette façon : 35 c pour les OS2, et au niveau du P3, 70 c. Pour les cadres, sur le salaire mensuel, ça fait 302 f, et pour l'OS ça ne fait que 60 f. On ne peut pas être d'accord avec la C.G.T. La CGT demande

actuellement une augmentation de 10%, avec un minimum de 150 f pour les OS 1. On continue de creuser un fossé énorme entre les différentes catégories, alors que le coût de la vie augmente pour tout le monde de la même manière.

FRONT ROUGE : Y a-t-il d'autres points de désaccord ?

REPONSE : Il y a un point sur lequel on n'est pas d'accord, c'est l'horaire de travail. Ce que souhaitent les travailleurs, c'est de rester à 40 h, mais de faire progresser les salaires de manière à compenser la perte occasionnée par la réduction d'horaire. On est à 40 h, on doit y rester, alors que la CGT réclame le retour aux 42h30. Il faut être sérieux. D'après leur dernier tract, ils semblent s'aligner sur la position unanime des travailleurs.

FRONT ROUGE : Quelle est l'attitude de la direction jusqu'à présent et comment vois-tu l'avenir du mouvement ?

REPONSE : Jusqu'à présent, on n'avait pas parlé de négociation. La direction a convoqué une réunion du Comité Central d'entreprise où elle n'a rien proposé. Il s'agit donc de maintenir le rapport de forces en notre faveur, et de l'améliorer. On n'exclue pas, la semaine prochaine, dès lundi, de durcir l'action.

brochure front rouge

**CONTRE LA CRISE DE L'IMPERIALISME
UNE SEULE SOLUTION, LA REVOLUTION**

passer vos commandes au journal : envoi contre 2,50 F en timbres poste (port compris)

à la lainière

A la lainière de Roubaix, la mobilisation a commencé par une grève des manutentionnaires qui réclamaient les 50 cts et de meilleures conditions de travail. A une réunion exceptionnelle du comité d'entreprise, le patron propose 30 cts, mais à valoir sur l'augmentation paritaire d'avril. Lundi 4 mars, l'assemblée générale des travailleurs a repoussé cette offre et a décidé la grève illimitée. Mardi 5, délégation de 250 ouvriers au syndicat patronal, la grève est suivie à plus de 80%. Mercredi, après un nouveau refus de la direction, des piquets de grève sont mis en place.

Sous la protection des flics, 19 jaunes, principalement des cadres, ont forcé à 1h30 le piquet de grève. Vendredi, poursuite de la grève et manifestation de 500 travailleurs en ville. Les directions syndicales avaient choisi pour objectif de la manifestation, le maire «socialiste» Provo, à qui il a été demandé «d'intervenir auprès des dirigeants de la Lainière et du syndicat patronal du textile».

LA LAINIERE DE ROUBAIX 1er TRUST DU TEXTILE en 1973

- Capital : 221 Millions de F.
- Chiffre d'affaires : 1,12 Milliard de F.
- 13.000 salariés en France
- 21 Millions de bénéfices déclarés
- 77 Millions de bénéfices avant amortissement et après impôt (cash-flow) soit près de 6000 F par ouvrier

PART DE LA PRODUCTION NATIONALE en 1971

- 38% des peignés de laine
- 22% du fil de laine
- 13% du tissu de laine
- Exportation : plus de 25% de la production

Principale usine à Roubaix : 5000 salariés.

Cette lutte exprime le profond mécontentement des travailleurs qui ne veulent pas payer la crise organisée par la bourgeoisie.

L'ATTITUDE DES FAUX COMMUNISTES

Visiblement, les faux communistes du P«C»F font tout pour que la lutte reste «dans le calme et la dignité», car ils ont peur des initiatives des travailleurs. Comme le dit clairement un tract du P«C»F, face aux actions qui peuvent se développer : «ces actions doivent être menées dans l'union, avec la force, la puissance que donne le calme, afin de rassembler autour du programme commun la majorité des Français». Sous entendu : «Ne bousculons pas les cadres jaunes, puisque ce sont maintenant des alliés».

(accord CGT-CGC). C'est sans doute ce qui préoccupe Duthoit le leader CGT de l'usine :

- à une entrée de 13 H, les ouvriers occupent la rue; arrive une voiture, avec deux flics, qui se fraie passage. La voiture écrase le pied d'un travailleur; aussitôt elle se fait marteler. Un des flics descend et prend un coup dans la figure, débandade générale des délégués et de Duthoit en particulier, qui va jusqu'à proposer son micro aux flics pour qu'ils fassent dégager la route.

- à 13 h 30, tous les travailleurs sont toujours en place et attendent visiblement des initiatives. Mais ce n'est pas de Duthoit qu'ils peuvent attendre des propositions : «Rentrez chez vous camarades, il fait froid, il pleut»... Incroyable mais vrai.

DES DIZAINES DE MILLIERS DE LYCEENS MANIFESTENT CONTRE LA LOI FONTANET

Les lycéens, en descendant par dizaines de milliers dans la rue, en lançant des grèves dans plusieurs lycées de Paris et de Province sur les mots d'ordre : « A bas la sélection sociale » lèvent le masque sur la Réforme Fontanet et dénoncent son véritable objectif : adapter l'école aux besoins du Capital en période de crise.

Cette préoccupation de la bourgeoisie n'est pas nouvelle. La Réforme Fontanet s'inscrit en droite ligne de celles de Fouchet et Faure : sélectionner une masse de main d'œuvre que le Capital exploitera dans ses usines ; fournir au Capital le nombre de plus en plus important de cadres dont il a besoin ; mettre l'école sous le contrôle direct du patronat. Fouchet avait cloisonné les CES avec des classes «poubelles» (transition et pratique) pour les fils d'ouvriers. Il avait créé les IUT, filières courtes de formation de petits cadres et techniciens sous le contrôle direct du patronat. Il avait introduit le patronat dans la gestion des facultés. Faure avait maintenu ce système et généralisé le contrôle du patronat, en l'introduisant, sous couvert de participation, dans les conseils d'administration des collèges, lycées et facultés. La Réforme Fontanet vise à améliorer et perfectionner cette école au service du Capital.

UNE SELECTION ACCRUE POUR LES FILS D'OUVRIERS

Bien sûr, il n'est pas question pour Fontanet d'avouer ouvertement ses projets. Il annonce avec fracas que la ségrégation dans les CES serait terminée. Plus de classes «poubelles» dans les collèges, plus de redoublement coûteux, mais des «pédagogies différenciées, permettant d'offrir à chaque élève la méthode et le contenu d'enseignement lui permettant d'épanouir au maximum toutes ses facultés» pratiquées dans des groupes de niveau.

Belle hypocrisie en réalité !

Comment un fils d'ouvrier pourra-t-il «épanouir au maximum ses facultés» quand la Réforme Fontanet n'envisage aucune mesure pour rendre l'école effectivement gratuite.

Comment seront mises en œuvre ces «pédagogies différenciées» quand les professeurs du premier cycle

continueront à être privés des moyens les plus élémentaires d'enseignement et seront de plus formés au rabais en deux ans après le bac, chargés officiellement d'enseigner plusieurs matières. Dans ces conditions, les groupes de niveau ne peuvent que séparer définitivement les «bons» des «mauvais» et les «mauvais», ce sont bien sûr les fils du prolétariat.

Ainsi, les enfants d'ouvriers n'iront plus dans les classes «poubelles», mais dans les groupes de niveau «mauvais» sans espoir d'en sortir. Beau changement en effet !

Par contre, l'orientation en 3e demeurant, ils seront impitoyablement chassés à 14 ans, et ce, plus qu'avant encore. Jusque là, la bourgeoisie les envoyait en CET faire l'apprentissage de l'exploitation capitaliste. Maintenant la bourgeoisie les enverra, en vertu de la loi Royer, travailler gratis pour un patron jusqu'à 16 ans. Les plus «avantagés» auront «la chance» en fin de 3e d'aller faire deux ans de préparation à un BEP non reconnu par le patronat !

Voilà comment la bourgeoisie entend «épanouir au maximum les facultés» des fils du prolétariat.

En période de crise, le Capital a besoin d'une masse de main d'œuvre qu'elle exploite gratuitement d'abord, avec des salaires de misère ensuite, pour faire pression sur les salaires et l'emploi face à la montée du chômage. Fontanet, par sa réforme qui intègre et renforce la loi Royer lui fournit directement une masse de manœuvres, d'OS et d'ouvriers professionnels que les patrons déqualifient comme ils veulent.

SELECTIONNER DES CADRES AU SERVICE DU CAPITAL

D'après Fontanet, le 2e cycle des lycées «devient une phase d'auto-détermination progressive, l'élève choisit lui-même les disciplines pour lesquelles il se sent le plus d'aptitudes et de goût».

Dans les faits, cela veut dire deux bacs au lieu d'un. Ceux qui auront raté le bac ou qui auront une note entre 10 et 12 iront en Formation Professionnelle Accélérée dans des écoles directement contrôlées par le patronat. Pour les autres, un super bac leur donnera le droit d'entrer à l'Université où la

sélection continuera : DEUG, concours, etc...

La réforme des lycées et Universités correspond au besoin grandissant du Capital de cadres et techniciens moyens, besoin lié aux progrès technologiques. Ils étaient jusque là formés de manière anarchique dans les facultés au terme de longues études. Rationaliser cette formation, en la plaçant sous le contrôle direct du patronat, c'est à cet objectif que répond la réforme du bac. En même temps, la bourgeoisie fera des économies et espère supprimer un des ferments des foyers d'agitation révolutionnaire.

Les Universités, elles, deviendront une réserve de hauts commis de l'Etat, de super-cadres, de super-profs aussi : ceux dont le Capital a besoin pour former idéologiquement l'encadrement de ses usines.

C'est contre ce système super-sélectif d'une école au service de la bourgeoisie en crise que les lycéens ont entamé le combat, continuant la lutte qu'ils avaient déjà engagé au printemps dernier.

LOI FONTANET-ROYER, MAIN D'OEUVRE A BON MARCHÉ !

A BAS LA SELECTION AU SERVICE DU CAPITAL !



dans les banques, riposte massive des employés contre la vie chère

Cela fait maintenant 4 semaines que les employés du Crédit Lyonnais sont en grève pour : une prime de 400 F, de meilleures conditions de travail, «20 points pour tous», c'est-à-dire une augmentation uniforme d'environ 80 F. par mois et le paiement intégral des jours de grèves. Depuis le 1er Mars les centres Boulanger et Saint-Martin sont occupés jour et nuit.

Face à la hausse des prix, les employés de banque dont le salaire de départ, au Lyonnais, est de 1050 F, luttent pour des augmentations uniformes et contestent ainsi la hiérarchie des salaires et des postes.

Comme nous le disait un membre de piquet de grève, au centre Boulanger : «les feuilles de paye sont incompréhensibles, à travail égal et, pour la même ancienneté, on n'est pas deux à gagner pareil».

Face au chômage, ils exigent la garantie de l'emploi et s'opposent aux mutations arbitraires, souvent à plus de 500 Km; véritables licenciements. Malgré les menaces de la direction et ses tentatives pour briser la grève, notamment en supprimant les primes de garderie pour les femmes grévistes, (qui représentent 60% du personnel), malgré les calomnies du P«C»F qui écrivait : «(l'occupation a été faite) par un groupe de personnes anonymes». (l'Humanité 6.3.74) et «la CGT s'est clairement démarquée du mot d'ordre d'occupation des locaux qui ne correspondait pas à la volonté de la grande majorité du personnel». (l'Huma 7/3/74), chaque matin, c'est 80% des employés qui votent à l'Assemblée Générale la reconduction de la grève jusqu'à obtention de leurs revendications.

Mais le Crédit Lyonnais n'est pas la seule banque en lutte; à la manifestation de Jeudi qui a rassemblé 12000 personnes, la plupart des banques étaient représentées et, partout, les débrayages, les grèves se multiplient.

Sans accomplir un travail productif, les employés de banque comme les ouvriers n'ont d'autre ressource que de vendre leur force de travail; ils sont soumis à l'intensification du travail et voient leur travail toujours plus parcellisé, devenir de plus en plus répétitif alors que leur salaire réel, lui, baisse. Tel est le cas notamment pour les mécanographes ou les perfo-vérificateurs qui, à longueur de journée, répètent les mêmes gestes sur des machines de plus en plus perfectionnées, et, comme au Lyonnais les perfo-vérificateurs sont formés «par la maison», leur qualification n'est pas reconnue, ce qui permet au patron de les maintenir à leur salaire antérieur. Et ce ne sont pas les quelques emplois créés par l'introduction de l'informatique (moins de 3% d'emploi qualifiés, selon les banquiers eux-mêmes), qui compenseront l'autre conséquence : une armée de codificateurs, accomplissant un travail sans intérêt, répétitif et presque toujours soumis au rendement.

Comme nous le disait un gréviste : «nous sommes solidaires de Lip, Râteau et de Saviem, finalement nous aussi nous luttons contre la hausse des prix, contre les licenciements...»

Contre la hausse des prix, augmentation des salaires !
A travail égal, salaire égal !

les communistes dans les lycées ...

villefranche

* Les marxistes-léninistes dans le journal de la Cité Technique «Prolétaire Demain» dénoncent l'apprentissage de l'exploitation capitaliste dans les CET :

«Au CET on n'apprend pas le boulot qu'on aimerait faire, on apprend surtout à faire le travail qu'on nous demande et à s'écraser, même si le prof a tort. Pendant les cours, on ne nous explique rien, on nous demande surtout de retenir. Un prof me disait : «Si tu es venu ici pour comprendre, ce n'est pas la peine, tu n'y comprendras jamais rien». On apprend la discipline, et si par malheur, ils n'arrivent pas à nous faire admettre que la loi du plus fort est la meilleure, ils nous demandent de prendre la porte».

Ils dénoncent l'absence de débouchés à la sortie des CET :

«A la sortie du CET, je me suis présenté dans une boîte, j'ai dit que j'avais mon BEP et on m'a aussitôt demandé ce que c'était ! Je me suis bien rendu compte alors que mon BEP n'était rien aux yeux des patrons. Puis ils m'ont embauché un mois «à l'essai» et au bout du mois ils m'ont mis à la porte en disant qu'ils n'avaient plus besoin de moi».

Ils dénoncent la loi Royer, bague capitaliste pour les jeunes de 14 ans :

«A Luchixy, des filles de 14 ans sont jetées directement sur des chaînes et doivent suivre les cadences après avoir regardé pendant deux jours les ouvrières travailler. Aucun salaire ne leur est versé».

A Cincinnati, les gars en apprentissage balayent, font les travaux les plus dégueulasses. Au bout de ces années de «formation», ils deviennent OS ou chômeurs, ce qui ne peut que plaire au patronat».

saumur

* Dans le journal marxiste-léniniste de la Cité Technique «Garde Rouge», les camarades, dans un article qui appelle à l'action contre la Réforme Fontanet dénoncent l'école du Capital et les obstacles dressés devant les fils d'ouvriers.

«Le fils d'ouvrier aura beaucoup moins la possibilité d'acheter des livres (...) il aura beaucoup moins le temps de s'occuper réellement de ses études car il devra

aider sa mère aux travaux ménagers si son père travaille ou s'occuper entièrement de ses frères et sœurs si ses parents travaillent tous les deux». Le niveau d'instruction des parents d'ouvriers est inférieur, du fait de la sélection qu'ils ont eux-mêmes subie, à ceux des familles aisées». Résultats : «alors que les ouvriers représentent dans la population active 37,6% les fils d'ouvriers représentent dans le nombre d'étudiants 8,7%; alors que les cadres supérieurs représentent 5,9% de la population active, les fils de cadres supérieurs représentent 28,8% des étudiants».

roubaix

Un tract signé : «des lycéens et étudiants sympathisants de Front Rouge», appelle à la lutte contre la réforme Fontanet :

«M. Fontanet a lancé un nouveau projet de réforme. Il est venu à Lille le vendredi 22 pour l'expliquer aux patrons ses amis. A l'appel de quelques organisations de lutte (Front d'Action Lycéens Etudiants, etc...), lycéens et étudiants l'ont accueilli en manifestant dans la rue (à 15 h 30, pendant les cours). Un bon millier d'entre eux y participèrent, refusant l'appel des révisionnistes de l'UNEF et de l'UNCAL (pro-P«C»F), ne rassemblant qu'environ 200 personnes à la manif de 17 h (après les cours).»

«Soumis dès l'école au pouvoir des patrons, lycéen, étudiant, tes intérêts sont les mêmes que ceux des travailleurs, ton ennemi est le même. Engage la lutte avec les travailleurs, soutiens leur combat contre le capital».

REFORME FONTANET = MAINMISE TOTALE DU PATRONAT SUR L'ECOLE !

DISCUTONS ET DEMASQUONS DES MAINTENANT LA REFORME FONTANET !

SOUTIEN DES LYCEENS, ETUDIANTS, COLLEGIENS, CET

ENSEIGNANTS A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS !

NON AU CHOMAGE ! NON AUX SALAIRES DE MISERE.



PROBLEMES
DU TRAVAIL
REVOLUTIONNAIRE

Les Marxistes-Léninistes sont présents dans tout le mouvement revendicatif de la classe ouvrière, qui prend une certaine importance. S'ils ne sont pas eux-mêmes à l'origine ou aux premières places de la lutte, ils font en sorte d'apporter de l'extérieur leur soutien : souvent les deux interventions, de l'intérieur et de l'extérieur, se combinent. Pourquoi ? Quel lien est établi entre la lutte économique des travailleurs et les objectifs révolutionnaires des communistes ?

* * *

De la nature de ce lien dépend étroitement l'avenir de la Révolution et, pour bien le définir, il faut trouver, dans le rejet des réponses fausses, l'étroite voie à suivre, celle qui mène à la victoire. Des réponses fausses, il n'en manque pas. Le mouvement dit révolutionnaire, les marxistes-léninistes eux-mêmes, en ont formulé de nombreuses. Aujourd'hui, on voit plus clair, mais de graves confusions persistent. Elles trouvent leur origine dans deux grandes séries de causes : l'inexpérience de la lutte quotidienne de la classe ouvrière pour vendre au meilleur prix sa force de travail d'une part, le maintien des vieux schémas hérités du parti révisionniste ou réformiste d'autre part. La première cause frappe surtout les intellectuels révolutionnaires qui portent avec maladresse leur message communiste aux portes des usines, les jeunes travailleurs révoltés entrés récemment dans la production, la seconde affecte avant tout les militants qui ont rompu sur le plan des principes avec le P(C)F ou les réformistes, mais n'ont pas assimilé l'ensemble du comportement politique de ces forces dans l'action quotidienne et tendent à en reproduire des aspects. Le drame consiste justement dans la juxtaposition de ces diverses conceptions au sein d'un même courant politique ; l'issue, c'est la transformation de ces comportements au sein d'un même parti. Parce que seul un Parti Communiste peut combattre ses propres erreurs et construire l'unité de ses rangs sur l'acquis d'une pratique. Tout le passage de la velléité à l'efficacité, de l'intention à l'acte repose sur la profonde compréhension des liens unissant la réalité actuelle des luttes revendicatives de la classe ouvrière au but stratégique de la Révolution Socialiste. Une telle compréhension ne peut se fonder que sur l'unité d'une tactique et d'une stratégie, c'est-à-dire d'une ligne politique conséquente : c'est précisément ce qui manque tant aux diverses variétés de spontanéistes d'une part, qu'aux dogmatiques d'autre part.

DEUX IMPUISSANCES PARALLELES

Le spontanéisme qui connaît plusieurs visages et une fortune diverse aujourd'hui est une tendance inévitable, historiquement déterminée, du courant révolutionnaire de notre époque. Il trouve son origine dans la base de classe d'un mouvement révolutionnaire fortement encombré d'étudiants et d'intellectuels, qui n'ont pas trouvé, pendant de longues années, de force politique organisée réellement dans le prolétariat, capable de leur fixer des tâches et de les éduquer. L'idéologie de « Servir le peuple » - idéologie parfaitement positive - qui les animait s'est avilie du fait même de l'absence d'une telle force, en populisme, en simple exaltation du mouvement revendicatif de la classe ouvrière que ces intellectuels découvrent. L'aberration de beaucoup de positions en découle. Une assez longue histoire navrante l'éclaire : celle de l'organisation d'intellectuels révolutionnaires qui, d'UJCM en Gauche Prolétarienne, a souligné tour à tour avec force tel ou tel aspect de la réalité des luttes ouvrières en constituant successivement un de ces aspects partiels de la réalité (révolte contre les chefs, violence contre l'exploitation, contradictions entre les responsables syndicaux et la base) en perspective révolutionnaire. Sur une parcelle de la situation d'ensemble des luttes de la classe ouvrière, les spontanéistes ont construit un roman, une illusion de perspective révolutionnaire qui a drainé vers elle l'énergie importante, composante réelle de notre Révolution, de jeunes militants aspirant au socialisme, mais aveuglés sur son véritable chemin. La vie a eu raison de cette illusion, malgré l'écho rencontré par ce courant chez des jeunes travailleurs révoltés. Il n'en reste aujourd'hui qu'une force d'appoint journalistique à la social-démocratie ; le prolétariat ne peut rien en attendre pour sa libération.

Des variantes plus élaborées des conceptions spontanéistes sont apparues depuis quelques années : elles consistent fondamentalement dans l'idée que les luttes populaires dégagent une frange active, souvent capable de déjouer sur le terrain les manœuvres réformistes, et que cette frange, cette « gauche » du mouvement de lutte, comme on la baptise, est le véritable noyau révolutionnaire de notre peuple. La tâche essentielle consistant à la rassembler, on crée à cet effet - au niveau national ou parfois local - des organisations-réservoirs incapables de doter cette frange

de travailleurs d'un projet politique plus avancé que la pointe extrême de la volonté révolutionnaire apparue dans les mouvements de lutte.

Mais, élaborées ou non, les conceptions spontanéistes ont en commun qu'elles tentent sans succès de confondre les mouvements de lutte et le projet révolutionnaire capable de construire le socialisme. Leur effort à distinguer, à privilégier dans les luttes, tel ou tel aspect est vain, car il repose tout entier sur l'idée que par eux-mêmes, ces mouvements peuvent répondre aux questions que posent les travailleurs conscients aujourd'hui : comment écraser la machine complexe sur laquelle se fonde l'exploitation et la misère, l'Etat bourgeois ?

Le spontanéisme est fait de la rencontre conjoncturelle entre la volonté, au plan idéologique, d'une couche d'intellectuels, de faire la révolution, de servir le peuple, et l'aspiration confuse au socialisme dégagé par les mouvements de lutte les plus avancés. De cette double aspiration ne naît pas un projet révolutionnaire conséquent, même si se dessinent de la sorte deux mouvements essentiels de notre Révolution. Spontanéistes et travailleurs en lutte peuvent être bons amis, mais là s'arrête la rencontre. Un mouvement idéologique, incapable de fournir des réponses politiques solides à l'avancée de la Révolution est de plus un mouvement divisé sur l'attitude à adopter face à la réalité, sur quel aspect du mouvement en cours est le plus essentiel. L'impuissance est ici source de division.

Les dogmatiques, quant à eux, juxtaposent difficilement deux attitudes : un soutien vague et inefficace aux actions en cours, d'un côté : vive la lutte de... (mais ces encouragements de la voix n'aident guère les mouvements à vaincre) ; une propagande générale sur la nécessité de la Révolution de l'autre. En fait, aucun lien vivant n'est tracé entre la lutte immédiate et le but stratégique de la Révolution, si ce n'est l'appel à des formules organisationnelles ! comité de ceci ou de cela, front unique ou front uni. Bref, les trotskistes se reconnaissent à leur façon de saupoudrer les luttes en cours de quelques recettes éculées susceptibles, à les entendre, de changer l'ordre des choses. Pour les communistes, il en va tout autrement !

ARMER LES TRAVAILLEURS EN LUTTE D'UN PROJET REVOLUTIONNAIRE COHERENT.

Les Marxistes-Léninistes participent aux luttes revendicatives qui se développent et y prêtent une extrême

attention pour plusieurs raisons :

- Dans ces luttes, du moins parmi les plus importantes d'entre elles, il y a toujours un enjeu plus important que la satisfaction des revendications avancées. Chaque grande lutte voit se mobiliser contre elle non seulement le patron, le représentant particulier de la bourgeoisie dans l'entreprise, mais de nombreux détachements de la bourgeoisie : appareil répressif, justice, presse ; dans un conflit comme Lip, le gouvernement. Face à une occupation, le tribunal, saisi par le patron, décide de l'évacuation, avec appel plus ou moins effectif à la police pour évacuer les grévistes. La presse rend compte à sa manière de la lutte. La solidarité contre les travailleurs en lutte des forces de la bourgeoisie désigne déjà largement la cible au combat de classe. L'appui des paysans, d'étudiants à la lutte dessine l'autre camp.

- Les réformistes et les faux communistes du P(C)F interviennent et se révèlent. Quand plusieurs centaines de travailleurs manifestent dans Caen avec le mot d'ordre « CGT-Saviem trahison », ce ne sont plus seulement les forces sociales contre révolutionnaires qui leur apparaissent au grand jour, mais les forces politiques qui y correspondent. Dans le même temps, l'unique perspective du Programme Commun tracée par les révisionnistes du P(C)F et la direction de la CGT politisée à rebours les travailleurs qui ne voient pas dans l'unité de la gauche d'issue à leurs préoccupations.

- Dans les luttes les plus résolues, les travailleurs prennent conscience de leur force. Par delà l'affrontement en cours, ils posent, certes de manière confuse et floue, mais ils posent avec force la question de l'avenir de toutes leurs luttes, ils expriment leur aspiration au socialisme.

Ainsi, dans les luttes revendicatives, la conscience politique des travailleurs progresse de trois façons :

- par la position des différentes classes sociales dans la lutte.

- par la découverte du rôle joué par les réformistes et les révisionnistes.

- par la découverte par la classe ouvrière de sa force et le renforcement de la conscience socialiste.

Ces trois éléments fondent largement la participation des Communistes à la lutte revendicative, mais dans cette lutte, les communistes ont des tâches spécifiques :

- Ils doivent veiller à la consolidation du mouvement, lui apporter leur soutien et populariser la lutte. Cela signifie qu'ils doivent analyser soigneusement le rapport de forces et faire sur cette base des propositions qui ne sont viables que grâce à une participation étroite à la lutte.

- Ils doivent accentuer le fossé qui se

creuse entre les réformistes et les travailleurs en lutte, en éclairant les raisons profondes des prises de position soi-disant réalistes, naturelles à ces commis de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, réfuter leurs solutions politiques qui se basent sur leur accès au gouvernement.

- Ils doivent consolider la conscience socialiste qui est en germe dans ces luttes par un solide travail de propagande communiste. Un tel travail doit éviter de simplement renvoyer, à la manière d'un miroir, l'image de la lutte en cours, de son importance et son caractère révolutionnaire. Un tel travail ne peut consister dans la simple diffusion de nos mots d'ordre socialistes tels : Vive la dictature du Prolétariat, préparer l'insurrection armée...

Mais, comme l'expérience le prouve, il est possible de rattacher directement les aspirations socialistes partielles apparues dans la lutte (par exemple à Lip l'idée que les ouvriers peuvent se passer des patrons) au projet révolutionnaire d'ensemble des communistes : la révolution socialiste, en montrant à chaque étape de la lutte comment l'aspiration révolutionnaire issue de la lutte doit se mesurer aux obstacles de la domination bourgeoise : intervention de la police, campagne d'opinion contre les Lip, solidarité des capitalistes pour couler l'usine... Une telle campagne de propagande communiste, partant de la vie, implique un effort d'explication étroitement lié aux propositions concrètes permettant à la lutte elle-même d'avancer. Les Communistes ont à joindre en un seul mouvement leur aptitude à orienter la lutte en cours en analysant et expliquant le développement du rapport de forces sur le terrain et la place occupée par la lutte dans la situation de la lutte de classes à l'échelle du pays et du monde.

- Ils doivent soigneusement enquêter à partir de l'expérience de la lutte pour enrichir leurs vues politiques : quel rôle les paysans-ouvriers jouent dans la lutte de Saviem ? qu'est-ce qu'une lutte d'OP comme à Lip ? où en sont les contradictions dans les syndicats ? Ainsi le mouvement n'est-il pas à sens unique. Du parti vers les travailleurs en lutte mais aussi dans l'autre sens. Connaître les idées des masses est indispensable, mais de plus une lutte permet tout spécialement aux communistes d'apprendre et d'enrichir leur ligne !

Mener à bien toutes ces tâches implique évidemment d'agir en Parti, de tracer devant les larges masses la perspective du Parti, seul lien entre les combats présents et la victoire socialiste.

la terreur sioniste en territoires occupés n'entame pas la détermination des combattants palestiniens !



TERREUR SIONISTE EN TERRITOIRES OCCUPES !

Le 5 janvier dernier, cinq habitants palestiniens ont « disparu » de chez eux. Le 13 février, deux d'entre eux ont été retrouvés dans une prison sioniste. Ils avaient été monstrueusement torturés : tous deux furent forcés de boire de l'eau salée en quantité, deshabillés et aspergés d'eau froide, roulés dans la neige. L'un d'entre eux fut battu pendant des heures à coups de gifles, puis à coups de bâton, à coups de pied dans le ventre et dans la figure.

Mais les deux prisonniers ont refusé de signer quelque document que ce soit. Leur sort est le sort de nombreux « disparus » en territoire occupé. Le journaliste Youssouf Nasser a

également disparu le 6 février, certainement enlevé par les services sionistes et les services de Hussein, car il a toujours condamné les régimes sioniste et hachémite.

La détermination des deux prisonniers est celle des nombreux palestiniens arrêtés. Depuis que la lutte dans les territoires occupés a pris un nouvel essor sous l'impulsion de l'O.L.P. (Organisation de Libération de la Palestine), rafles dans les rues, arrestations nocturnes se multiplient. A Beersheba, les prisonniers luttent depuis 8 mois contre l'assassinat de plusieurs détenus à l'intérieur de la prison et la disparition de plusieurs autres. A Naplouse, les prisonniers ont

déclenché une grève de la faim pour protester contre les tortures inhumaines auxquelles ils sont soumis. Pour étouffer la lutte des prisonniers, les sionistes leur ont supprimé le droit de viste. Cela a déclenché une vague de colère dans tout le peuple palestinien. Des pétitions contre le régime tortionnaire circulent dans toute la Cisjordanie.

A Naplouse, les familles des prisonniers ont manifesté contre les autorités d'occupation. Le peuple palestinien s'est engagé dans une lutte longue pour détruire l'Etat sioniste. La terreur sioniste sera incapable de modifier le cours de ce mouvement irréversible.

CHINE: CRITIQUE DE MASSE DE CONFUCIUS ET DE LIN-PIAO (2)

«...Aux tournants cruciaux de la révolution, il commit toujours l'erreur déviationniste de droite et toujours usa du double jeu pour duper, par de fausses apparences le Parti et le peuple. Cependant, avec le développement continu de la société chinoise et, en particulier, lorsque celle-ci se transformait, de par sa nature en une révolution socialiste et gagnait graduellement en profondeur en vue de renverser définitivement la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, de substituer la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie et d'assurer le triomphe du socialisme sur le capitalisme, Lin Piao, ce type de responsable engagé dans la voie capitaliste, et travaillant exclusivement au profit de la minorité, poussant son ambition toujours plus loin, à mesure que s'élevait son rang, surestima ses propres forces tout en sous-estimant celles du peuple ; dès lors, il ne put plus continuer à se dissimuler, et il se porta nécessairement sur le devant de la scène pour se livrer à une épreuve de force avec le prolétariat.»

(Extrait du Rapport du Xème congrès du P.C.C.)

lin piao, représentant de la bourgeoisie

Avant d'en être réduit, par sa logique de classe, à fomenter un coup d'état réactionnaire, Lin Piao avait, à différentes étapes de l'histoire du PCC, adopté des positions opportunistes, contraires à la ligne définie par Mao-Tsé-Toung.

Après l'échec de la première guerre civile révolutionnaire (1924-27) Lin Piao prit parti pour la ligne opportuniste de droite de Tchen-Tou-Sieou. Il disait alors : «Je ne doute pas que l'avenir victorieux de la révolution soit à l'eau». C'est pour combattre ces positions pessimistes de droite que Mao-Tsé-Toung écrivait sa fameuse lettre «une étincelle peut mettre le feu à la plaine».

Alors que Mao-Tsé-Toung préconisait l'instauration du pouvoir révolutionnaire dans les régions rurales, conçue comme une étape sur la voie de la prise du pouvoir à l'échelle de tout le pays, Lin Piao prétendait qu'il fallait «conquérir les masses avant d'établir le pouvoir politique»; il accordait la priorité aux actions modèles de partisans sur le développement en profondeur de la révolution agraire et l'accroissement des forces armées populaires que rendait possible l'instauration du

pouvoir dans les régions rurales.

- Au cours de la guerre de résistance contre le Japon (1937-45) Lin Piao a soutenu la ligne capitulationniste de droite de Wang Ming, qui revenait à laisser à la bourgeoisie la direction de la lutte nationale.

- A la veille de la victoire de la révolution chinoise (1948) il surestima les forces de TchangKaï-chek et ne voyait pas l'imminence de la victoire totale.

- Après la prise du pouvoir par le PCC, Lin Piao soutient Liou Chao Chi dans son opposition à la construction du socialisme dans les campagnes. Il se fit le défenseur des «4 Libertés» mises en avant par Liou-Chao-chi : liberté de pratiquer l'usure, liberté d'engager des fermiers, liberté d'acheter et de vendre des terres, liberté d'entreprise, c'est-à-dire liberté de restaurer le capitalisme.

- Avant la Révolution Culturelle niant la nécessité de poursuivre la lutte contre la bourgeoisie pour édifier le socialisme, Lin Piao prétendit que : «le socialisme a triomphé du capitalisme dans tous les domaines.»

- Après le déclenchement de la Révolution Culturelle, sous-estimant la force relative des idées réactionnaires léguées par le féodalisme et le capitalisme il prétendit que la révolution en avait fini une fois pour toutes «avec elles et que les ennemis de classe avaient été éliminés en un coup de filet».

la contradiction principale en Chine

Dans le projet de rapport pour le IXe Congrès qu'il avait rédigé avec Tchen Po-ta, Lin Piao prétendait qu'après le IXe congrès, la tâche principale serait de développer la production. Ce n'était en fait qu'une nouvelle mouture de la thèse révisionniste de Liou-Chao-chi (également soutenue par Tchen Po-ta) selon laquelle la contradiction principale en Chine opposait le «système socialiste et les forces de production sociales arriérées». Ces deux versions de la même thèse révisionniste visaient l'une et l'autre à s'opposer à la poursuite de la lutte de classe dans la société socialiste.

En Chine depuis la victoire de la Révolution, la contradiction principale est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Et c'est bien les deux aspects de cette contradiction - prolétariat et bourgeoisie - qui se sont opposés aux différentes étapes de l'édification du socialisme.

Avant la réalisation, pour l'essentiel de la base économique du socialisme, la bourgeoisie s'est opposée farouchement à la socialisation des forces productives. Liou-Chao-chi ne prétendait-il pas que «l'exploitation capitaliste a du bon» ! Par la suite le champ de la lutte s'est modifié : une fois achevée la socialisation des moyens de production, l'aspect principal de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie s'est déplacé sur le terrain de l'idéologie. Cela confirme cette affirmation de Lénine : «la révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classe aigus».

La Révolution Culturelle a été une grande victoire remportée par le prolétariat mais elle n'a pas définitivement sonné le glas des espérances de la bourgeoisie : «Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe battue se débattrait encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi» (Mao-Tsé-Toung)

lin piao, partisan de la théorie révisionniste des forces productives

Lorsque Lin piao disait que la tâche principale en Chine était de développer la production, il reprenait en fait à son compte la théorie révisionniste des forces productives inventée par Bernstein.

Selon cette théorie le développement social est entièrement déterminé par le développement des forces productives et particulièrement des moyens de production. Si le capitalisme n'est pas assez développé, le prolétariat ne doit pas chercher à prendre le pouvoir, mais «laisser faire le cours des choses», laisser le capitalisme évoluer pacifiquement vers le socialisme sous l'impulsion des forces productives. S'il a pris le pouvoir et si les forces productives ne sont pas assez développées, le prolétariat doit aider le capitalisme à se développer, telle est la raison qu'invoquaient, pour développer le capitalisme, des gens comme Boukharine en Union Soviétique et Liou-Chao-Chi en Chine. Lorsque le prolétariat a achevé pour l'essentiel, la socialisation des moyens de production, alors la question est de savoir qui, du capitalisme ou du

socialisme, l'emportera est réglée, et il ne s'agit plus que de développer la production : voilà comment Liou Chao-Chi, Tchen Po-Ta et Lin Piao avaient «développé» la théorie des forces productives.

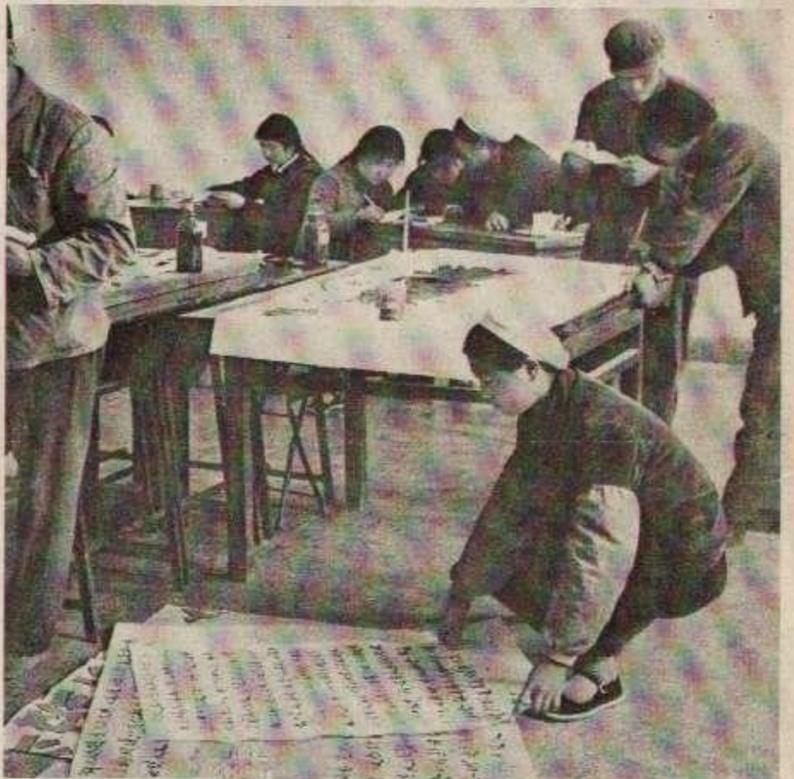
Ainsi, pour chaque étape de la révolution, la théorie des forces productives offre une réponse contre-révolutionnaire. Cette théorie provient d'une incompréhension fondamentale du matérialisme historique. Pour les marxistes, les contradictions fondamentales, qui sont le moteur du développement historique, sont : la contradiction entre les forces productives et les rapports de production et la contradiction entre l'infrastructure économique et la superstructure idéologique et politique.

Mao Tsé-toung a analysé cette question :

«Certes, les forces productives, la pratique et la base économique, jouent en général le rôle principal, décisif, et quiconque le nie n'est pas un matérialiste; mais il faut reconnaître que, dans des conditions déterminées, les rapports de production, la théorie et la superstructure peuvent, à leur tour, jouer le rôle principal, décisif. Lorsque, faute de modification dans les rapports de production, les forces productives ne peuvent plus se développer, la modification des rapports de production joue le rôle principal, décisif... Lorsque la superstructure (politique, culture...) entrave le développement de la base économique, les transformations politiques et culturelles deviennent la chose principale, décisive.» (PEKIN-INFORMATION numéro 49-1973 page 7)

L'action consciente et organisée des hommes pour transformer les rapports de production et pour faire coïncider la superstructure avec la base économique est indispensable au développement historique. La nier,

c'est nier le rôle du facteur humain et de la connaissance. Il n'est pas étonnant que Lin piao, qui ne lisait ni livre ni journal, et qui méprisait les masses, ait repris à son compte cette théorie contre-révolutionnaire.



les masses chinoises se mobilisent pour la critique de Lin Piao.

ANGLETERRE : wilson a dû satisfaire les revendications des mineurs

En retirant massivement leurs voix aux conservateurs, les travailleurs britanniques ont montré qu'ils en avaient assez de ces quatre années de gouvernement Heath et de ce qu'elles leur avaient apporté : la hausse des prix, les plans de blocage des salaires, le chômage massif, les lois anti-grève. C'est ce dont la bourgeoisie britannique vient de tirer les conséquences en confiant le gouvernement, au parti travailliste, avec le soutien du parti libéral. A peine au gouvernement, Wilson a dû enregistrer, comme n'importe quel gouvernement capitaliste l'aurait fait à sa place, la victoire des mineurs de charbon face à toutes les tentatives pour liquider leur lutte, et accorder des augmentations importantes «jusqu'à 9 livres, soit plus de 100 F par semaine, pour les travailleurs au fond», et mettre fin à la semaine de trois jours.

Mais dès son arrivée au gouvernement, il est clair que le parti travailliste n'apportera rien de bon aux travailleurs anglais. Ce n'est pas la nomination de Michael Foot, jusqu'ici garant «de gauche» de ce Parti, au ministère de l'emploi, qui y changera grand chose. Déjà, sous prétexte qu'ils

n'ont pas une majorité suffisante, ses dirigeants laissent prévoir qu'ils abandonneront une partie importante du programme-même sur lequel ils s'étaient fait élire. Par exemple, Wilson dénonçait au cours de la campagne électorale les bénéfices scandaleux des banques (en augmentation de 56% cette année pour la National Westminster Bank, et de 75% pour la Lloyd's bank, par rapport à l'an dernier), et les comparait aux 7% auxquels Heath tentait de limiter la hausse des salaires. Il promettait en conséquence une taxe annuelle sur les fortunes. Ce projet est d'ores et déjà abandonné. Le nouveau ministre des prix promet déjà à la classe ouvrière une augmentation minimum des prix de 15% pour cette année.

En réalité, ce que Wilson va tenter, c'est d'utiliser la centrale syndicale (TUC) pour enfermer la classe ouvrière dans un «contrat» qui ne vaudra pas mieux que la politique des conservateurs. D'une part, il l'invite à «travailler» pour améliorer la situation de l'impérialisme britannique; d'autre part, il annonce une politique «d'austérité» dont les travailleurs britanniques avaient déjà fait

l'expérience lors de leur premier passage au gouvernement. N'est-ce pas une véritable provocation d'avoir confié le ministère des affaires sociales à Barbara Castle, auteur de la première loi anti-grève, ancêtre de la loi Carr adoptée par les conservateurs, et que les travailleurs britanniques avaient massivement rejetée.

Aujourd'hui dans l'Angleterre en crise, comme en Allemagne, en Hollande et ailleurs, c'est aux sociaux-démocrates, du genre de Mitterand en France, que la bourgeoisie fait appel pour faire payer la crise aux travailleurs. C'est ainsi que récemment, en Allemagne, le «socialiste» Brandt a pris des mesures pour chasser massivement les travailleurs immigrés.

Ensemble, ces «socialistes» contribuent à la construction de l'Europe au mieux des intérêts de leurs maîtres capitalistes respectifs. Que peuvent, en France, attendre les travailleurs de gens comme le Parti révisionniste, qui proclame sa volonté d'élargir à l'échelle européenne, avec tous ces gouvernements pourris, l'alliance conclue pour la France avec le parti de Mitterand ?

soutien au peuple martiniquais

villeneuve st georges

Dimanche 3 mars, les marxistes-léninistes interviennent sur le marché pour soutenir le peuple martiniquais en lutte contre l'impérialisme français. Ils dénoncent dans leur panneau la politique colonialiste du P.C.F. qui en 1947, alors qu'il était au pouvoir, a maintenu la Martinique et les autres colonies dans le cadre des D.O.M.

Les révisionnistes nous ont aussitôt agressés, nous sommant de «dégager de là». Face à une détermination, ils n'eurent d'autre recours que des bordées d'injures. Sans aucun doute, notre travail politique et notre implantation sur ce marché les gênent !

Correspondant Villeneuve-St-Georges.

toulouse

Cette campagne a débuté avec des prises de parole et des collectes sur les marchés et les facultés, puis des réunions d'information sur des maisons de jeunes et des lycées.

Son point culminant a été le meeting du 1er mars, qui a réuni environ 150 personnes. Meeting très vivant et concret : après avoir retracé l'ensemble des luttes du peuple martiniquais contre l'oppression coloniale, un camarade de l'AGEM a commenté un montage de diapositives qui montrait la réalité coloniale en Martinique : les gendarmeries somptueuses face aux bidonvilles, les baraques de tôles ou de planches des ouvriers agricoles, les usines abandonnées, la Martinique «bordel touristique» pour riches Américains et Français, Hilton Palace, Club Méditerranée, les plages les plus belles sont interdites aux Martiniquais, l'oppression culturelle, la statue de l'impératrice Joséphine (qui a fait rétablir l'esclavage après la Révolution Française 1789) que le peuple de Martinique haït tellement qu'elle doit être l'objet d'une surveillance spéciale. Vive la lutte du peuple Martiniquais pour son indépendance nationale !

Correspondant Toulouse.

nous tenons à la disposition de nos lecteurs le document :
MESSAGE DES ORGANISATIONS MARXISTES-LÉNINISTES
MARTINICAISES G.A.P. ET G.S. 70 AUX CAMARADES
FRANÇAIS ET A LEURS FRÈRES ÉMIGRÉS.
écrire au journal.